

Jade Lindgaard, Olivier Abel, Christophe Bonneuil, Patrick Bouchain et David Graeber, *Éloge des mauvaises herbes: ce que nous devons à la ZAD*, Paris, France, Éditions les Liens qui libèrent, 2018.

### Préface | Par David Graeber (trad. Alice Leroy)

David Graeber [1961-2020] est professeur d'anthropologie à la London School of Economics et l'auteur de *Dette, 5 000 ans d'histoire* (Les Liens qui libèrent, 2013). Son article sur les « Bullshit Jobs » a fait le tour d'une partie du monde. Il a pris part à la mobilisation altermondialiste à Seattle en 1999 et fut très impliqué dans le mouvement Occupy Wall Street en 2011. Il s'engage dans des initiatives de solidarité avec le Rojava. En France, il a notamment publié *Comme si nous étions déjà libres* (2014, Lux), *Bureaucratie* (2015, Les Liens qui libèrent) et *Pour une anthropologie anarchiste* (2018, Lux). [À titre posthume, avec David Wengrow, *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité* (2023, Les Liens qui libèrent)].

C'était en 2009, avant l'effervescence inattendue du mouvement Occupy dans de nombreuses villes et métropoles à travers le monde, avant que la place Tahrir n'allume l'étincelle dans la poudrière du monde arabe, et avant que la révolution dans le Rojava ne crée un territoire autonome de plus de deux millions d'habitants dans l'ouest du Kurdistan (où je me trouve au moment où j'écris cette préface). J'ai publié un essai intitulé *Hope in Common*, dans lequel je déplorais ce que je percevais comme une attaque, datant d'il y a quarante ans, contre la notion même que l'imagination puisse être une force en politique. Alors inconnue de moi, la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avait commencé voilà quarante ans déjà et s'apprêtait à prendre un chemin radicalement différent. Comme beaucoup d'étincelles d'espoir, celle-ci a jailli lors d'un événement éphémère : un camp climat avec ses tentes, ses assemblées horizontales et ses cuisines mobiles. Par la suite, une poignée de personnes est restée sur place pour se joindre aux habitants et aux paysans déjà entrés en résistance contre le projet d'aéroport. Elles commencèrent à occuper des fermes vides, à construire des cabanes et des maisons dans les arbres. La ZAD était née et, avec elle, le slogan « Contre l'aéroport et son monde ». Peu nombreux furent ceux qui pensaient que ce mot d'ordre allait durer ; peu nombreux furent ceux qui pensaient qu'ils pouvaient gagner quoi que ce soit, et comme toujours, personne n'avait imaginé à quel point il serait difficile, lorsque la victoire à court terme contre l'aéroport serait obtenue, de poursuivre l'objectif à long terme de s'opposer à son monde.

Dans *Hope in Common*, j'avais essayé de répondre à la question suivante : est-ce normal pour des êtres humains de ne pas pouvoir imaginer ce à quoi pourrait ressembler un monde meilleur ? Je voulais démontrer que l'absence d'espoir n'a rien de naturel. C'est le produit d'un système. En effet, cela repose sur l'édification d'un vaste appareil bureaucratique. Au cours des quarante dernières années, l'objectif prioritaire de la gouvernance mondiale a été la destruction de toute perspective d'avenirs alternatifs, puis leur liquidation – et lorsque cela est impossible, il s'agit de faire en sorte que personne n'en entende même parler.

Les dirigeants du monde ne sont pas du tout gênés par les manifestations de rage ou de haine dirigées contre eux (d'une certaine façon je soupçonne qu'ils en sont plutôt flattés) ; ce qui les met vraiment en colère, c'est lorsqu'un nombre significatif de gens commence à leur dire : « Vous autres êtes ridicules et inutiles ». Voilà pourquoi ils redoutent des lieux comme la ZAD. Des alternatives aussi visibles font voler en éclats l'idée que, en dépit de la répétition des crises, le système actuel doit absolument être rafistolé afin de conserver le statu quo. Voilà qui est devenu une sorte d'obsession pour ceux qui tentent de nous gouverner : ceux et celles qui remettent en cause l'équilibre actuel des pouvoirs ne doivent jamais, et quelles que soient les circonstances, être perçus comme victorieux. La ZAD a été victorieuse, et ça, c'est dangereux. Voilà pourquoi ce livre est l'une des nombreuses armes dont nous avons besoin pour défendre la pérennité sur le long terme de cette expérience si singulière.

Contre tous les pronostics – après avoir été déboutée 178 fois, après avoir perdu une consultation locale, et face à une énorme machine médiatique qui a tenté de faire croire que la ZAD était un camp d'entraînement de guérilla en plein air –, la ZAD a gagné contre un très grand projet d'infrastructure. Elle a gagné en utilisant l'une des armes politiques les plus puissantes, celle de la préfiguration – l'idée, comme le disaient jadis les Wobblies<sup>1</sup>, qu'il faut « construire les bases d'une nouvelle société dans la coquille de l'ancienne ».

---

1 Industrial Workers of the World, syndicat international et autogestionnaire de défense de la classe ouvrière, fondé aux États-Unis en 1905.

La préfiguration est l'exact contraire de l'idée que la fin justifie les moyens. Plutôt que de calculer comment renverser le régime actuel, en formulant l'hypothèse que d'une manière ou d'une autre quelque chose de neuf en surgira spontanément, vous essayez de faire de la forme de votre résistance un modèle de ce à quoi la société à laquelle vous aspirez pourrait ressembler. Cela signifie aussi que vous ne pouvez pas reporter, disons, la question des droits des femmes, ou celle de la démocratie interne à « après la révolution » : ces questions doivent être traitées dès maintenant. À l'évidence, ce que vous obtiendrez ne sera jamais le modèle exact d'une future société libre – mais il s'agira au moins d'un ordre social qui pourrait exister en dehors de structures de coercition et d'oppression. Cela signifie que les gens peuvent avoir une expérience immédiate de la liberté, ici et maintenant. Si l'action directe consiste pour les activistes à relever avec constance le défi qui consiste à agir comme si l'on était déjà libre, la politique préfigurative consiste à relever avec constance le défi de se comporter les uns vis-à-vis des autres comme nous le ferions dans une société véritablement libre.

De manière somme toute prévisible, il a été impossible à l'État français de laisser fonctionner ce lieu sans police, avec des modes d'organisation par le bas, érigés contre le capitalisme et les ravages qu'il inflige au monde naturel. Pour l'État, il fallait absolument détruire la ZAD. Au moment même où j'écris ces lignes, c'est précisément ce qu'il est en train de faire : d'une main, il lance l'assaut avec des balles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et le gaz lacrymogène des gendarmes, de l'autre, il fait usage d'une arme bien plus subtile mais tout aussi violente, celle de la bureaucratie – obligeant des gens qui ont vécu pendant des années ensemble selon leurs propres lois et règlements à se soumettre à l'ensemble des cadres juridiques de l'État, faute de quoi ils se seront expulsés de chez eux. Une véritable montagne de paperasse, accompagnée de la menace de vertèbres brisées et de membres cassés.

Tout cela n'a rien d'exceptionnel. Nous avons déjà vu ce type de situation, par exemple lors de la régularisation des squats en Europe et en Amérique. À moins de renverser complètement le système, en réalité, l'un des principaux défis auxquels les mouvements révolutionnaires doivent faire face lorsqu'ils gagnent un combat, c'est de trouver le moyen d'inscrire leurs victoires dans le cadre plus large d'institutions bureaucratiques qui s'appuient sur l'usage coercitif de la force. Si vous ne vous y soumettez pas, vous vous faites écraser par la police ; mais si vous acceptez de le faire, il est absolument vital d'inventer une sorte de structure, une membrane en quelque sorte entre vos propres structures démocratiques internes et l'extérieur, afin de s'assurer que leur logique ne puisse pas vous rattraper et prendre le contrôle sur vous.

Ce type de situation fait naître un autre grand péril qui menace toute forme de politique préfigurative : celui de la bureaucratisation interne. L'un des grands échecs des mouvements révolutionnaires du passé découle du fait que les idées devenaient des règles qui s'appliquaient dans toutes les situations, et auxquelles chacun devait obéir, plutôt que des principes à partir desquels l'on pouvait improviser pour trouver les solutions les mieux adaptées à un groupe spécifique de gens qui veulent faire une chose spécifique, dans un lieu précis et à un moment particulier. Deux territoires ont eu une immense influence et un pouvoir symbolique fort dans l'imaginaire révolutionnaire planétaire : les Caracoles zapatistes du Chiapas et le confédéralisme démocratique du Rojava. Ils sont devenus des symboles d'espoir, précisément parce que, comme la ZAD, ils sont parvenus à réinventer le politique.

Avec leur mélange d'imaginaire maya et ex-maoïste, avec leurs écoles, leur armée dirigée par le peuple, et leurs communiqués poétiques, les zapatistes agissent de manière créative : ainsi, en 2013, 50 000 d'entre eux défilèrent en silence dans cinq villes, avant d'envoyer un communiqué qui commençait par la question : « Avez-vous entendu ? C'est le bruit de votre monde qui s'écroule. C'est celui de notre monde qui ressurgit ». À l'autre bout de la terre, il y a le Rojava, une région plus grande que la Belgique où un avenir sans État se construit contre le capitalisme, en s'appuyant sur l'écologie et le féminisme, et en utilisant un système unique de pouvoir dual, avec les mêmes gens siégeant dans deux entités. Le Rojava s'est doté d'un système d'« autogouvernement démocratique » qui a les apparences et les mêmes institutions qu'un État – avec un parlement, des ministères, etc. Et puis vous avez TevDem, le « Mouvement pour une société démocratique », composé de quinze organisations, qui est chargé de faciliter la mise en place d'institutions

de démocratie directe, par le bas, dans des assemblées horizontales convoquées dans les villages et les régions. Au bout du compte – et c'est là la clé du système –, les forces de sécurité répondent directement aux structures de la base, et non à des ordres venant d'en haut. Même dans les écoles de formation de la police, chacun doit prendre des cours de résolution non violente des conflits et de théorie féministe avant de pouvoir toucher une arme. Le rêve absolu des dirigeants de ces écoles, m'ont-ils dit, est d'arriver à un point où chaque habitant aura reçu six semaines de formation aux missions de police, de façon à pouvoir ensuite la dissoudre.

Bien évidemment, la ZAD est une expérience à beaucoup plus petite échelle, mais ce qu'elle nous a appris, c'est que même au cœur de l'Europe nous pouvons réussir à créer des espaces d'autonomie – et même si ce n'est que pour un temps limité. Être conscient que de tels lieux existent nous permet de voir tout ce que nous faisons sous un jour nouveau : nous sommes déjà des communistes lorsque nous travaillons sur un projet commun, nous sommes déjà des anarchistes lorsque nous trouvons des solutions aux problèmes sans le recours aux avocats ou à la police, nous sommes tous des révolutionnaires lorsque nous créons quelque chose de véritablement nouveau.

Le système s'effondre tout autour de nous précisément au moment où beaucoup de personnes ont perdu la capacité à imaginer qu'autre chose puisse exister. Il me paraît assez évident que, d'ici cinquante ans, le capitalisme tel qu'on le connaît aujourd'hui, et même le capitalisme sous quelque forme que ce soit, n'existera plus. Quelque chose d'autre l'aura remplacé. Ce quelque chose ne sera pas forcément meilleur. Il se pourrait même qu'il soit pire. Voilà pourquoi il me semble qu'il est de notre responsabilité, en tant qu'intellectuels, ou tout simplement en tant qu'êtres humains réfléchis, d'essayer de penser à ce à quoi un monde meilleur pourrait ressembler. Et s'il y a des gens qui essaient de créer ce monde meilleur, il est de notre responsabilité de les y aider, avec nos idées mais aussi avec nos corps, afin d'empêcher la machine militaire et bureaucratique de les annihiler.